

7
(1)
L E T T R E

F A M I L I È R E

D'UN

WHIG ANGLOIS,

A

UN MEMBRE

DE

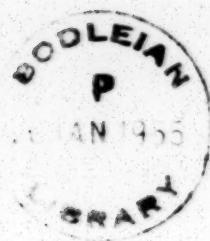
**L'ASSEMBLÉE NATIONALE
DE FRANCE.**

À LONDRES:

De l'Imprimerie de SPILSBURY & FILS.

Se vend chez DEBRETT, Piccadilly.

1791.



LETTRE FAMILIÈRE

D'UN

WHIG ANGLOIS, &c.

NE vous attendez pas, mon cher Monsieur, que la vivacité de l'attaque soit égalée par la *riposte*. Les questions que vous agitez feroient bien le sujet d'un volume, & vous me demandez une lettre. J'allois vous dire qu'en répondant je ne répondois pas. Je fais pourtant de mon mieux pour vous satisfaire.

B

Pro-

Promettez-moi donc une grande & belle patience ; vous n'en aurez que trop besoin, & pour la matière, & pour la forme. Je me fers, pour mieux me rapprocher de vous, d'une langue qui ne m'est nullement familière ; mais ce sera assez si je me fais comprendre. L'idiome vous paroîtra peut-être Anglois ; je voudrois que le sentiment le fût aussi.

Je tâcherai dont de vous tracer le caractère des *Whigs*, & de vous développer leurs principes par l'exemple de notre *Révolution*. Vous pourrez ensuite vous-même juger si c'est ou le Docteur P. ou Monsieur B. ou si ce n'est ni l'un ni l'autre, que
vous

vous devez regarder comme l'organe de leurs sentimens au sujet de la vôtre. C'est, je crois, le précis de vos questions.

Je vais parler des vices & des vertus du gouvernement politique. Voici le tableau que j'en fais.

Tout près du haut du Cadre je place le *Monarchisme absolu* ; tout au bas, le *Démocratisme* ; entre ces deux, à distances égales, les deux caractères de l'*Aristocratisme* (car il me paroît qu'il en a deux) : dans le beau milieu, je place le *Whigisme*.

Passiez-moi (par parenthèse) ces *ismes*.—Mais aussi n'a-t-on pas dit toujours chez vous *Despotisme*? Votre vocabulaire politique pourra s'étendre.

Contrastons par quelques traits les lignes extrêmes; nous n'en désignerons que mieux les moyennes. Le Monarchiste ne voit dans le Gouvernement que Roi; le Démocrate, que Peuple. Voilà le point de vue de leur plus grand éloignement. Ils se rapprochent en reconnoissant tous deux bonnement l'égalité des hommes. Le dernier les trouve également grands; le premier, vis-à-vis du Monarque, les voit

voit tous également petits. Pour le premier, la structure politique ne devoit servir que de piédestal pour le Monarque : au gré du dernier, ce seroit la pyramide renversée, la base aux cieux, la pointe dans la terre.

Voici les deux caractères Aristocrates : l'un tient au Monarchisme ; l'autre, au Démocratisme. Le premier n'aime pas la Monarchie purement pour elle-même, mais parce qu'il se sent orné des rayons réfléchis de son brillant. Lui, qui se croit paîtri d'un limon supérieur, comment pourroit-il soupçonner l'égalité des hommes ? Le second croit bien que les hommes ne sont ni égaux,
ni

ni ne pourroient rester tels : il n'aime pas donc la Démocratie pour elle-même, mais parce qu'il se flatte qu'à l'abri de ses principes il pourroit bien se procurer quelques petites inégalités en sa faveur.

C'est d'après l'histoire du Gouvernement que je place les principes du vrai *Whig* dans le milieu de ces extrêmes de part & d'autre.

— *Medium vitiorum et utrinque reductum.*

Ses sentimens sont la réflexion de l'esprit même de ce gouvernement. Il n'est absolument ni Monarchiste, ni Aristocrate, ni Démocrate. Il est, si je puis m'exprimer ainsi, Monarchi-Aristo-Démocrate : c'est en
tempérant

tempérant ces caractères qu'il en corrige les vices.

Il aime la Monarchie, non purement pour elle-même, mais parce qu'il la regarde comme la protectrice la plus sûre de la Liberté publique.

Il est Aristocrate, parce que c'est dans les rangs intermédiaires qu'il voit l'affermissement du Trône.

Il est Démocrate, non qu'il croit que tous doivent être Souverains, mais parce qu'il sent que les droits de tous doivent être également sacrés. De l'égalité des hommes (chimère pour les uns ! seul objet pour les autres !)

autres!) il tire la conséquence non de leur égalité politique, mais de leur égalité civile.

Il veut pour Souverain, non l'individu qui se gouverne souvent si mal lui-même, mais la loi. Si un seul étoit Souverain, il n'y auroit point de loi: si tous l'étoient, il n'y auroit point de sujets.

Voilà une foible esquisse des principes qu'on a voulu quelquefois défigurer, qu'on a représentés tantôt comme ennemis du Monarque, tantôt comme ennemis du Peuple. Il a fallu aussi qu'une politique qui s'oppose en barrière d'un côté aux aggrèssions du Despotisme, de l'autre
aux

aux innovations de l'anarchie, ait eu quelquefois ses calomniateurs. Elle a toujours eu pour ennemis, & ceux qui voudroient subjuguier la Constitution, & ceux qui voudroient la renverser. Elle aura toujours pour amis ceux qui voudroient la maintenir.

Adorateur zélé des loix, comment le Whig pourroit-il ne pas respecter dans le Monarque leur énergie vivante? Ami de l'humanité par ses principes, comment pourroit-il ne pas affectionner la personne auguste qui soutient pour le bonheur de tous le fardeau pénible du Gouvernement; comment pourroit-il ne pas lui souhaiter toutes les félicités ca-

C

pables

pables de dissiper les soucis, d'alléger les travaux, & d'adoucir les peines qui l'occupent pour la félicité commune ? Comment voudroient-ils porter atteinte à des prérogatives qui n'ont pour leur objet que tout le bien possible ? Oui ; c'est dans ces distinctions prééminentes, c'est dans la splendeur même de cette décoration, qu'il voit réfléchie la gloire d'une Nation libre.

Lui ennemi du Peuple ! lui qui ne reconnoît d'autre objet pour le Gouvernement que son bonheur !

Venons à l'application. C'est dans l'époque de notre Révolution, époque si importante à la Nation, que

que se déployèrent les principes des Whigs. Vous verrez dans leur conduite un grand & généreux courage, tempéré par la modération & la sagesse; mais vous n'y verrez pas, je crois, la raison dominée par le préjugé.

Anciens préjugés! — Il y en a d'utiles & de salutaires; il y en a aussi où l'on entrevoit quelquefois l'affreux, quelquefois le ridicule, & dont on doit soupçonner l'impoture.

Le beau roman des *Paladins* leur étoit ouvert; mais ils ne prenoient pas peut-être grand goût aux *faits & gestes* de ces preux Che-

valiers. Ils étoient un peu revenus des abus féodaux. L'on alloit, il est vrai, de leurs jours faire des belles *Croisades*, & couper très-chrétiennement la gorge au Sarafin. L'on faisoit de très-brillantes campagnes dans la *Terre Sainte* ; mais les terres du *domaine*, le *Vilain* les défrichoit.

Ils y avoient, il faut croire, des manières de penser que les vieux tems n'avoient pas consacrées pour eux. L'*Epreuve par Ordéal* leur a pu paroître ne produire qu'un jugement équivoque. Peut-être aussi ne croyoient-ils pas que le feu dont on brûloit l'hérétique pût éclairer le fidelle sur les dogmes de
 fa

sa religion; ou qu'il falloit à toute outrance noyer les vieilles pour avoir tenu commerce avec un démon familier.

Ils se révoltèrent même assez ouvertement d'un préjugé non-seulement très-ancien, mais qui prévaloit encore. Ils ne contestèrent pas, à la vérité, aux Rois le privilège de toucher pour les écrouelles; mais ils ne vouloient pas croire que c'étoit *de droit divin* qu'ils vexoient à leur fantaisie l'espèce humaine. Aussi ce n'étoit pas aux préjugés indifférens qu'ils en vouloient; ils ne contrarioient que les destructifs.

Mais

Mais n'avoient-ils pas eux-mêmes leurs préjugés ? S'ils en avoient, ils étoient favorables à la nature de l'homme, à sa morale, à sa religion.

Ils reconnoissoient l'institution divine du gouvernement politique, nécessaire comme il est à la société civile, le seul état dans lequel l'homme peut maintenir le rang que sa nature lui destine dans l'ordre des êtres créés ; & ils croyoient que le Dieu bienfaisant, en lui inspirant ce sentiment, avoit voulu son bonheur. Mais ils regardoient l'esclave comme un être dégradé & misérable ; il n'y avoit, selon

selon eux, que l'homme libre qui fût homme.

Il falloit conclure de ces prémisses, que c'étoit, non la Tyrannie, mais la Liberté, qui est *de droit divin*.

Ce préjugé (si c'en étoit un) tout conspiroit à leur confirmer. L'histoire dépofoit en sa faveur. Dans leurs chartres & actes publics ils voyoient, non les *titres & preuves* de leur Liberté (car, comme elle ne se classe pas parmi les *biens meubles* ou *immeubles*, elle n'en demande pas); mais ils voyoient les *démarcations* du Gouvernement légitime tracées par la Valeur & la Prudence. L'esprit qui réclamoit
toujours

toujours ce Gouvernement, sembloit former le caractère national. Rien ne l'avoit pu dompter. C'étoit un reffort dont la force déployante paroïssoit s'augmenter par la force même qui l'avoit opprimé. Le généreux courage qui s'étoit toujours sévi contre la tyrannie, les animoit. Le sang dont il avoit arrosé la plaine & l'échafaud ne s'effaçoit pas.

Mais si la conjoncture pût permettre la supposition que ces sentimens se fussent développés dans la Nation pour la première fois—si on leur eût opposé des préjugés contraires — si le Despotisme eût pu se prévaloir de son antiquité, s'il eût

eût voulu produire ses *titres* & ses *preuves* dans des actes que le *Sceau* & le *Seing* avoient authentiqués, & qu'une belle vermoulure ne rendoit que trop respectable—cette logique imposante eût-elle été sans réplique? Je crois que non. Au défaut de *la Grande Chartre*, ils auroient, je crois, consultée la *Chartre de l'Humanité*. Leurs cœurs vertueux leur auroient servi & de titres & de preuves. D'une noble fierté ils auroient pu répondre,

LA LIBERTÉ N'A PAS BESOIN D'ŒUX.

Je vous ai parlé de l'esprit de notre *Révolution*: examinons, si je dois ainsi m'exprimer, son mécanisme.

D

La

La Constitution politique du Gouvernement se compose, comme vous devez savoir, de trois membres différens: le Roi pour lui-même; le Chambre des Pairs pour les Nobles; &, pour le troisième Etat, la Chambre des Communes. Voilà la puissance législative & souveraine.

Mais le Roi a, comme corps distinct, un autre caractère; c'est celui dans lequel réside la puissance exécutive.

Au Corps & aggrégé & individu notre loi, par une fiction politique, suppose une durée perpétuelle. La personne naturelle peut mourir; mais

mais la personne factice est censée immortelle.

Le Roi Jacques, pour mettre le comble aux désordres de son règne, avoit par son évasion privé de ses fonctions & le Corps Législatif & le Corps Exécutif; car il n'appartient qu'au Corps Exécutif de convoquer le Parlement ou Corps Législatif.

Un expédient très-simple se présentoit. Au défaut du troisième Etat, les deux autres auroient pu s'arroger la puissance législative. Mais ce pouvoir étoit inconnu à la Constitution; & ils ne vouloient pas, en le fonctionnant par leur exemple, introduire dans le

gouvernement un principe vicieux, qui pourroit à la longue s'y incorporer. Ils aimèrent donc mieux agir hors des formes, que de les violencer.

Avec la concurrence de tout ce qui pouvoit exprimer le sentiment national, ces deux Etats s'assemblèrent. C'est dans cette assemblée que fut discutée & débattue la plus importante question qui puisse intéresser l'humanité. Mais elle s'appella, & a été toujours appelée depuis, simplement une *Convention*, non un *Parlement*. Aussi n'y vint-on qu'à des *conclusions*; on n'y affecta pas de faire des loix.

C'est

C'est dans ce moment qu'ils se prévalurent de l'utilité de la fiction dont j'ai parlé. Ils se représentèrent la Constitution comme immortelle; car le Trône, quoique vacant, restoit pour eux immobile. Ils ne voulurent pas donc déclarer que le Roi avoit subverti la Constitution: ils déclarèrent simplement qu'il avoit fait ses efforts pour la subvertir. Mais c'en étoit assez pour justifier leurs conclusions.

“ Il avoit par ses efforts violé le
 “ contrat politique; il avoit donc
 “ abdiqué le Gouvernement; le
 “ Trône étoit en conséquence vacant.” Ce ne fut qu'après une discussion très-exacte que le mot d'*abdiqué* fut choisi. Ils vouloient

ex-

exprimer, non une *désertion* par la fuite, non une renonciation *expresse*, mais une renonciation *impliquée* par une conduite contradictoire à ses engagements.

Mais voilà, direz-vous peut-être, bien des scruples, bien des *minuties*. Je l'avouerai—ils n'étoient pas téméraires. Ils vouloient concilier à la justice de leur acte, leur respect pour cette Constitution qu'une longue expérience avoit rendue si chère. Ils vouloient élire; mais ils ne vouloient pas rendre la Monarchie élective. Ils étoient scrupuleux pour les formes. Venons à l'essentiel.

La

La voix de la Nation déféra au Roi Guillaume la couronne : & la Constitution, rappelée à son énergie, fonctionna par ses actes les moyens employés à son rétablissement.

Mais ce procédé à jamais mémorable a-t-il établi des nouveaux principes pour le Gouvernement ? Je ne le crois pas. Il me paroît qu'il n'a rien fait que déclarer ceux qui y existoient toujours. Il n'a rien ajouté à la Constitution ; il n'a rien ôté à la Nation : c'est ce que je prétends vous démontrer. Je ne ferai donc peut-être ni de l'avis du Docteur P. ni de celui de Monsieur B. à ce sujet.

Mais

Mais au lieu de vous parler de ce qui me paroît la *mésapplication* des principes de ce procédé, je voudrois plutôt vous marquer l'influence légitime de son exemple sur la conduite des *Whigs* de nos temps. Un moment encore récent m'en fourniroit la preuve. C'est dans cette conjoncture que vous verriez le même zèle pour les loix, le même attachement à la Constitution, & sur-tout un respect affectionné & inviolable pour la *Succession* que cette Révolution nous a désignée. Mais de ce cas désastreux que la modestie de notre loi n'a pas supposé, devrois-je en parler encore?—Non, je n'en parlerai pas. La Providence l'a éloigné
de

de nous; & sa possibilité semble ne nous avoir été indiquée que pour faire éclater L'AFFECTION PUBLIQUE POUR LE PERE DE SA PATRIE, & que pour signaler LA PIÉTÉ FILIALE, LA MODÉRATION, LA VERTU DE L'ILLUSTRE CARACTÈRE QUE SES QUALITÉS, NON MOINS QUE LES LOIX, DESTINENT A LA SUCCESSION.

J'ai dit que la Révolution n'a rien établi de nouveau pour le Gouvernement; qu'elle n'a rien ajouté à la Constitution, qu'elle n'a rien ôté à la Nation. Je ne crois donc pas que le droit politique de *casser les Rois*, qui n'existoit pas pour la Constitution, y existe à présent.

sent. Le droit naturel de résister aux Tyrans, qui a toujours existé pour la Nation, y existe, je crois, encore.

Je me persuade que vous devez vous appercevoir de la distinction que je voudrois vous faire saisir. Quand je dis la Constitution, je parle du Corps politique *représentatif* de la Nation; quand je parle de la Nation, je veux dire tous les individus *représentés* qui la composent.

C'est en vue de cette distinction que je vous ai marqué deux périodes de ce procédé; celui qui précéda le rétablissement de la Constitution,

tution, celui qui le succéda. Dans le premier, il me paroît que c'étoit l'esprit de la Nation qui agissoit ; dans le dernier, celui de la Constitution.

L'esprit du premier période émanoit du droit de *la défense de soi-même* ; droit non-politique, non civil, mais naturel ; droit inaliénable ; droit que le Gouvernement ni ne donne ni ne peut ôter ; droit que toutes loix humaines supposent à l'individu—comment ne le reconnoîtroient-ils pas à la Nation ?

L'esprit du second période étoit nécessairement réglé & dirigé par

les loix qui forment la Constitution.

Je m'arrête au premier période; & je demande s'il est à croire que la Nation, dans l'instant même qu'elle employoit ce droit nécessaire, pût affecter de l'*abdiquer* pour la postérité?

Je passe au second période; & je demande encore, comment la Constitution rétablie pouvoit-elle abroger le droit même qui avoit été employé pour son rétablissement?

Ou ce droit existoit, ou il n'existoit pas. S'il n'existoit pas, où en
sommes-

sommes-nous ? Mais si, comme je pense, ce droit existoit pour eux, comment pouvoient-ils prétendre l'improver pour les autres ? Je crois qu'ils ont beaucoup mieux fait. Ils n'ont pas voulu abdiquer ce droit *inabdicable* ; mais en sagement fixant les limites du Gouvernement, ils ont voulu prévenir la nécessité de l'employer.

De l'erreur de l'un extrême, passons à ce qui me paroît celui de l'autre ; nous n'en retrouverons que mieux le juste milieu.

C'est dans l'esprit du même raisonnement artificiel par lequel on
attribue

attribue au Corps politique représentatif, l'*immortalité* qu'on lui suppose aussi par une figure assez hardie, la *toute-puissance*. Mais son pouvoir n'a-t-il pas ses limites ? Comment y contredire, sans profaner l'idée de cet être dont le pouvoir infini se borne par l'infinité de sa justice ?

Ce Corps politique a donc, comme tout autre Corps politique, ou de *convention*, ses bornes. Son pouvoir est à la vérité *suprême*, parce que dans le Gouvernement il ne peut reconnoître aucun *supérieur* ; mais ses limites sont prescrites par la nature même de sa
Constitution.

Constitution. Il peut tout ce qu'il peut de *droit*; mais il ne peut pas le *tort*.

Si par le droit de *casser les Rois*, dont on a parlé, se doit entendre le droit de changer, de désigner de nouveau, & de limiter la Succession Royale, ce droit la Loi en termes formels l'a réclamé pour le Parlement; & je ne pourrois pas le nier. Ce pouvoir nécessaire réside dans les trois membres du Corps aggrégé. Mais je ne comprends pas comment, parlant en un sens *politique*, on peut attribuer à deux de ses Membres le droit de casser le troisiéme. Il me paroît que ce
seroit

seroit supposer à ce corps un pouvoir *destructif de soi*.

Je ne vois donc rien dans l'exemple du second période (je veux dire celui de la Constitution) qui puisse porter sanction à ce dernier principe. Encore moins, le trouverois-je dans celui du premier, puisqu'il me paroît, comme j'ai dit, qu'ils agissoient alors en vertu, non d'un droit *politique*, mais d'un droit *naturel*, & que c'étoit précisément pour ne pas violer cette distinction qu'ils ne voulurent pas revêtir le procédé des formes de la Constitution.

J'ai

J'ai voulu, comme vous voyez, justifier cette Révolution des conséquences vicieuses que de part & d'autre on pretend tirer de son exemple. J'ai voulu vous faire saisir l'esprit du Gouvernement qu'elle nous a confirmé, & en même tems vous tracer le caractère politique de ceux qui s'affectionnent à le maintenir. J'ai voulu, en un mot, satisfaire à vos demandes. Je me persuade qu'en faveur de mes intentions vous me passerez la manière imparfaite dont je me suis acquitté de mes engagements.

Je ne me suis pas ingéré de préconiser, encore moins de condamner, ce qui se passe chez vous.

F

Voltaire

Voltaire a dit que nous sommes non-seulement jaloux de notre Liberté, mais encore de celle des autres : je le crois. Je crois que dans ce moment voici le vœu du patriote Anglois : QUE LA MÊME VERTU QUI INSPIRE L'AMOUR DE LA LIBERTÉ, PUISSE AUSSI TOUJOURS INSPIRER LES MOYENS DE L'ATTEINDRE.

Vous cherchez à faire une Constitution ; la nôtre est faite. Si elle ne présente pas un modèle parfait, du moins nous la trouvons bonne. Nous n'oublions pas que c'est sous ce gouvernement que *Newton* a franchi les bornes qui sembloient prescrites à l'entendement humain ;
que

que d'une heureuse audace il s'est élançé jusqu'au sanctuaire même des loix de l'univers; qu'il a anatomisé la lumière, qu'il a pesé les corps célestes dans sa balance; que sous ce gouvernement il a vécu honoré de sa patrie; & que sa mémoire fait la gloire de l'humanité. Nous n'oublions pas aussi que sous un autre, *Galilée* a languì dans un donjon, pour avoir construit des télescopes, & pour avoir voulu & de bouche & par écrit maintenir l'immobilité du Soleil, & le mouvement de la Terre.

Mais à-propos de la *Liberté de produire ses sentimens*, il ne m'est pas échappé que vous me demandez

dez un mot sur nos loix à ce sujet :
c'est un article dont l'importance
s'augmente de jour en jour. Je
vous en parlerai dans une autre
lettre.

Adieu, mon cher Monsieur.
Voici, en vérité, par-tout une crise
très-intéressante pour ceux à qui
Rabelais a dédié son livre.

Je suis, &c. &c.



